



Christoph Blocher «La Suisse ne doit pas être une colonie de l'Union européenne»

Christoph Blocher, malgré ses 73 ans, conserve une énergie intacte. Sa prochaine bataille? L'indépendance institutionnelle de la Suisse vis-à-vis de l'Union européenne. Ses récents engagements le prouvent, l'ancien conseiller fédéral, aujourd'hui conseiller national, reste la figure principale de l'Union démocratique du centre (UDC).

Affaires Publiques: Christoph Blocher, il suffit de voir le documentaire «L'expérience Blocher» de Jean-Stéphane Bron pour nous le rappeler, lorsque vous vous élevez contre l'adhésion à l'EEE en 1992, vous avez été un visionnaire ...

Christoph Blocher: Jean-Stéphane Bron était de l'avis qu'il fallait chercher la vérité derrière le politicien et connaître quelles étaient mes motivations. Il m'a posé la question directement et je lui ai dit que je ne savais pas forcément. Ce réalisateur est de gauche, il me l'a clairement dit, mais malgré cela il a

montré une facette de moi conquérante. En 1992, c'était différent d'aujourd'hui, j'étais seul contre tous, la situation était très grave et personne ne voulait voir le danger, ni le Conseil fédéral, ni les autres partis. Je me souviens que deux mois avant la votation, les socialistes et les syndicats avaient voulu m'attaquer sur le plan financier en s'en prenant à ma société EMS Chemie. Ils ont voulu me détruire car ils me considéraient comme trop puissant. En regardant le documentaire, je me suis souvenu à quel point la gauche s'était acharnée contre moi. Je n'avais encore jamais revu ces images car je n'ai jamais eu de télévision.

Jean-Pascal Delamuraz a dit lors du refus du peuple que la Suisse était perdue. 20 ans après, on le sait maintenant, ce n'était que du chantage. Chantage qui se pratique encore aujourd'hui avec les votations liées à l'immigration.

A.P.: Le 6 décembre 1992, ce fut votre plus belle victoire?

C.B.: Peut-être, en rétrospective, même si pendant la campagne référendaire je souffrais d'insomnie. Je me posais tout le temps la question «Est-ce que j'ai raison ou pas?». Mais le lendemain je savais que j'étais sur la bonne route! C'était aussi le cas pour l'introduction de l'euro,



La nouvelle bataille de Christoph Blocher concerne l'indépendance institutionnelle de la Suisse.

j'étais sûr que ça n'allait pas marcher.

A.P.: Ce succès vous aura permis de vous lancer en politique et d'affirmer votre combativité, d'où vous vient cette énergie inébranlable?

C.B.: Mon énergie vient de mon envie d'aider la Suisse et ses habitants. Si la Suisse avait accepté à l'époque l'EEE, elle ne serait pas dans la même situation économique qu'aujourd'hui. En tant qu'entrepreneur international, je me disais en 1992, et je me le dis encore aujourd'hui, que notre pays peut se vanter d'une belle réussite. D'autant que la Suisse est un petit pays avec une topographie difficile, avec peu de matières premières, mais sa force, c'est sa démocratie directe. Ainsi que sa flexibilité du marché du travail. De plus, beaucoup de responsabilités sont données aux entreprises et aux patrons.

A.P.: Comment expliquez-vous qu'aujourd'hui les Suisses ne souhaitent plus entrer dans l'Union européenne? C'est une fierté?

C.B.: Je me sens moins seul, même si j'ai l'habitude de l'être. Je me rends compte que lutter pour l'indépendance est le bon choix. J'ai survécu à toutes les attaques. J'aime cette indépendance de pouvoir me battre à l'encontre de la pensée dominante et de me dire «il faut y aller».

A.P.: Avez-vous digéré votre éviction du Conseil fédéral? Comment l'avez-vous ressentie?

C.B.: Vous savez, c'est de la politique. Il y a forcément des coups par derrière. C'est le jeu. Quand on m'a élu, un tiers souhaitait que j'agisse, un tiers qu'il était normal que l'UDC ait deux sièges vu ses succès électoraux, un tiers qu'il fallait mettre Christoph Blocher dans une prison.

A.P.: Depuis on dit que vous détestez le parlement...

C.B.: En effet, je n'aime pas trop le parlement, c'est devenu une institution

bureaucratique. On ne peut pas y discuter. Une fois, j'ai tenté de lancer le débat, mais personne n'a voulu suivre. C'est dommage.

A.P.: Pourtant ceux qui affirment ceci sont les mêmes à avouer que lorsque vous prenez la parole les élus se taisent, avec un énorme respect...

C.B.: Oui, mais c'est uniquement dû à mon expérience. Je parle sans notes. Le problème est que 80% des politiciens du parlement n'ont pas d'expérience en tant qu'entrepreneur. Ils savent faire des lois, mais cela se limite souvent à cela.

A.P.: Comment jugez-vous l'action d'Evelyne Widmer-Schlumpf?

C.B.: C'est une personne très active et ce n'est pas forcément un bon point car cela fait qu'elle s'expose à beaucoup de critiques. Il est nécessaire que les banques gèrent leurs affaires de manière indépendante sans une trop grande ingérence de l'Etat.

A.P.: L'attractivité de la Suisse est-elle menacée avec la remise en question du secret bancaire?

C.B.: Le secret bancaire pour les Suisses reste et c'est une bonne chose. Il s'agit du maintien de la sphère privée. Nous préparons justement une initiative pour renforcer ce principe. Evelyne Widmer-Schlumpf veut éliminer le secret bancaire, mais nous disons «non». Et il ne faut pas oublier que le secret bancaire concerne les clients et non les banques. De plus, pour les clients étrangers, il est normal de procéder à un échange des données lorsqu'un pays tiers en fait la demande.

A.P.: Finalement, lorsque l'on analyse la situation économique de la Suisse, on se dit tout de même que les voyants sont au vert, que cela se passe plutôt bien, vous êtes de cet avis?

C.B.: Oui, mais l'économie est une chose artificielle. Cela ne restera pas forcément ainsi éternellement. Au contraire, on se rend compte que beaucoup de choses sont faites pour taxer davantage les citoyens comme la tentative d'augmenter le prix de la vignette ou les hausses d'impôts.



Le secret bancaire doit rester pour les citoyens helvétiques, c'est le vœu de Christoph Blocher.



Pour l'actuel conseiller national, l'UDC fait une bonne politique qui mise sur l'indépendance.

Dans le même temps, le personnel de l'Etat ne cesse d'augmenter et c'est un mauvais signal car les charges prennent l'ascenseur. Heureusement, nous avons de bons entrepreneurs qui assurent avec flexibilité un haut degré d'innovation.

A.P.: L'avenir s'annonce donc radieux?

C.B.: Oui, mais uniquement si la Suisse reste indépendante. Cela concerne aussi la stratégie énergétique. On fait les mêmes bêtises que l'Allemagne. Du coup, certaines sociétés ne veulent plus investir car l'énergie coûte trop cher dans notre pays. Alors qu'aux Etats-Unis, le prix est très compétitif.

A.P.: Que pensez-vous de l'action d'Ueli Maurer en tant que conseiller fédéral, il s'est mieux inséré que vous non?

C.B.: J'en suis très content. Il a été très bon comme président. Même si son

département, celui de la défense, est un peu isolé. Mon département de la justice était, disons, plus nerveux.

A.P.: Quelles seront vos prochaines batailles?

C.B.: La grande bataille est celle qui concerne l'attachement institutionnel auprès de l'Union européenne. Si la

Suisse décide de prendre les lois et les juges de l'Europe, on va finir par imposer l'adhésion. C'est sournois, mais il en sera ainsi. J'ai fondé un comité contre l'adhésion qui est disponible sur www.eu-no.ch. Si on ne fait rien, on risque de devenir une colonie de l'Union européenne.



Christoph Blocher confie avoir encore beaucoup d'énergie et d'envie d'aller de l'avant.



Selon l'élu zurichois, le mandat d'Ueli Maurer est une réussite.

► **A.P.: On dit que votre fille Magdalena Martullo pourrait reprendre le flambeau?**

C.B.: C'est celle qui a la plus grande capacité et l'énergie pour faire de la politique. Elle est même plus douée que moi à son âge, elle a eu une meilleure éducation car elle a pu aller dans les meilleures écoles. Mes quatre enfants ont la même opinion politique que moi, mais je ne sais pas encore s'ils prendront le relais.

A.P.: Que peut-on vous souhaiter pour ces prochaines années?

C.B.: Que je continue à ne pas me reposer, à être utile pour mon pays. A 73 ans, j'ai encore beaucoup d'énergie et je souhaite poursuivre mon action. Vous savez, dans mon parti, personne ne me demande de me retirer. J'ai aidé à sauver la Basler Zeitung, elle est devenue un journal indépendant et libre.

A.P.: En une phrase, ce que vous aimeriez que l'on retienne de vous?

C.B.: Mon envie d'indépendance par rapport à l'Union européenne. Lors de la révolution française et après, la Suisse a dû vivre avec une dépendance vis-à-vis des Français. Après ces cinquante années de soumission, elle s'est retrouvée pauvre et dans une situation terrible. En 1848, la Suisse a retrouvé la chose la plus importante, sa souveraineté.

A.P.: Au sein de l'UDC, il semble que la relève tarde à arriver...

C.B.: Il y a quelques jeunes gens au sein de notre parti qui vont faire une belle carrière. Mais l'essentiel est que l'UDC fasse une politique qui mise sur l'indépendance, c'est ce que fait le parti et cela me réjouit. ■

Propos recueillis
par Fabio Bonavita

Photos Karin Bauzin



A 73 ans, Christoph Blocher conserve la même énergie pour la politique.

VOTRE SOLUTION PROFESSIONNELLE DE GESTION
DE BUREAU, D'AFFAIRES ET DE CHANTIERS

DELTAproject



Le logiciel DELTAproject est l'alternative à votre solution actuelle.
Un outil stratégique, convivial et efficace au cœur de votre bureau.

 **Abvent**
www.abvent.ch

Champ de la Vigne 7
1470 Estavayer-le-Lac
T : (+41) 26 663 93 50
E : info@abvent.ch